

ENTREPRISE

Notre groupe de presse s'engage pour un label RSE

Le groupe de presse Ebra auquel appartient votre journal entreprend une démarche pour être reconnu en Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Une première dans la presse régionale que nous vous expliquons.

Au-delà de sa mission première d'information, le groupe de médias régionaux Ebra, auquel appartient votre journal, participe au débat nécessaire à toute démocratie, constitue un maillon du lien social et contribue à la vitalité économique et sociale des territoires couverts par ses journaux.

Les responsabilités que nous confèrent ce statut et ces missions nous conduisent de façon naturelle et volontaire à lancer en 2022 une démarche de labellisation en Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE). C'est une première pour un groupe de presse régionale.

Cet engagement citoyen pour relever les défis environnementaux, sociaux et éthiques de notre époque s'inscrit dans les valeurs de l'entreprise, de ses salariés et de son actionnaire, le Crédit Mutuel alliance Fédérale. La labellisation RSE nous permettra de franchir de nouvelles étapes dans cette démarche partagée par nos équipes rédactionnelles, techniques, commerciales, industrielles et administratives qui vous permettent d'accéder à l'information tous les jours.

Sous l'impulsion du président du groupe Ebra, Philippe Carli, cinq engagements guident notre démarche pilotée par la direction industrielle, la direction des ressources humaines et accompagnée par la

société Positive Work Place : la préservation de l'environnement ; la responsabilité de la gouvernance, le développement du capital humain, l'impact positif sur l'écosystème et le territoire, la pérennité dans l'exercice des activités.

Ce mouvement a été impulsé depuis plusieurs années notamment pour produire plus propre, plus durable et plus économe en énergie.

Comment le groupe Ebra réduit son empreinte écologique ?

- Depuis 2020, Les quatre centres d'impression du groupe bénéficient de la certification PEFC (Programme for the endorsement of forest certification). Elle atteste des bonnes pratiques dans la gestion des approvisionnements en papier et garantit au consommateur un produit issu de la gestion responsable et durable des forêts.

- Les investissements pour isoler les bâtiments et moderniser les équipements réduisent la quantité de papiers, d'encre, de solvants, de plaques de rotatives et la consommation d'énergie.

- Les matières recyclables sont triées, traitées et valorisées en circuits courts de proximité.

- Le groupe déploie des outils pour des véhicules électriques et encourage la pratique du vélo.

- À travers des événements qu'il organise et son supplément éditorial « ici on agit », il valorise des initiatives dans le sens de la préservation des ressources de la planète.

Pour se projeter à moyen terme dans la durabilité des matériaux indispensables à la fabrication des journaux, Ebra opère des tests avec des encres végétales et transforme ses processus pour économiser encore plus l'eau, les produits d'entretien et le papier. Avec le label RSE, nous irons plus loin.

Quel pacte social d'entreprise ?

Une entreprise, c'est aussi un lieu dans lequel on vit, on travaille, on progresse ensemble. En 2020, au plus fort de la crise sanitaire, votre journal a été édité et distribué.

- Outre les règles établies par les pouvoirs publics, le groupe a adapté son outil industriel aux conditions, facilité l'accès aux tests de dépistage, installé dans l'urgence le télétravail. Les rémunérations des salariés en arrêt maladie et de ceux ayant les salaires les plus bas ont été

LES INFOS EN +

Le label RSE

Il regroupe les entreprises soucieuses de construire une économie plus durable et réalise un palmarès des plus responsables à partir d'un audit auprès des directions des entreprises et de leurs parties prenantes.

Le groupe de presse Ebra

Sous la marque Ebra, l'activité médias du Crédit Mutuel Alliance Fédérale emploie 5 950 salariés. Elle diffuse sur 24 départements de l'est et du sud-est de la France neuf journaux de presse quotidienne régionale, soit 900 000 exemplaires. Plus de 15 millions de visiteurs consultent les sites des journaux chaque jour ainsi que le portail d'annonces et le site d'avis de décès Libra memoria. Ebra englobe aussi une société de services pour les métiers de support, quatre régies publicitaires et une agence de presse.

maintenues.

- Une nouvelle plateforme numérique de formation interne Ebra Académie a été lancée pour accompagner les salariés dans des parcours adaptés aux différents profils.

- Les partenaires sociaux négocient un accord « Vivre ensemble » qui mesure la qualité de vie au travail au travers d'indicateurs définis en concertation et d'engagements concrets (télétravail, mentorat).

- Le comité exécutif du groupe est paritaire.

- Un comité des carrières accompagne chaque salarié, favorise les mobilités internes et guide les entretiens professionnels.

- Une charte éthique établie avec tous les collaborateurs est en cours d'élaboration et sera partagée avec nos fournisseurs, nos lecteurs, nos annonceurs et nos partenaires.

- Le groupe élabore également sa raison d'être. La labellisation RSE permettra de conforter nos acquis, de valoriser nos initiatives environnementales, sociales et éthiques. Ces engagements, ces bonnes pratiques, cette dynamique d'entreprise, nous les partagerons le plus naturellement qui soit. Pour une entreprise de presse, informer c'est aussi partager.

POLITIQUE

Jeunes : un revenu « peau de chagrin »

Ce jeudi devrait être présentée la mesure d'aide aux jeunes promise par Emmanuel Macron : un « revenu d'engagement » dont l'ambition a fondu face aux contraintes budgétaires et aux contraintes politiques, et qui serait rebaptisé « contrat d'engagement ».

Environ 500 millions d'euros pour aider 500 000 jeunes en galère : ce devrait être les grandes lignes de la mesure dévoilée ce jeudi par le Premier ministre. Très loin des premières moutures évoquées en début d'année et du « revenu d'engagement » promis le 12 juillet par Emmanuel Macron.

Une garantie « universelle » ?

Le principe d'une aide pour les jeunes a émergé de la crise du Covid, dont ils ont payé le prix le plus élevé. En janvier, la ministre du Travail Élisabeth Borne envisageait, sur la base d'un rapport, une « garantie jeunes universelle » : l'extension de l'aide de 497 euros mensuels réservée aux 16-25 ans ni scolarisés, ni en formation, ni en emploi, dans un parcours d'insertion avec les missions locales d'emploi. Créée par François Hollande pour 100 000 jeunes, cette « garantie jeunes » avait déjà été étendue à 200 000 jeunes en novembre 2020.

Borne pousse...

Il s'agissait donc d'aller beaucoup plus loin. Pas question, certes, de créer un « RSA jeunes », cette allocation étant aujourd'hui réservée pour l'essentiel aux 25 ans et plus. Mais le projet concocté par la ministre du Travail devait servir un revenu de 300 à 500 euros à environ un million de jeunes, pour un coût an-

nuel de 2 milliards d'euros. « Quand on a deux fois plus de jeunes qui ne sont ni en emploi ni en formation que dans les pays européens, qu'on a un taux d'emploi 20 % inférieur à celui de l'Allemagne, il faut qu'on puisse progresser », expliquait Élisabeth Borne il y a un mois. Résultat, selon les révélations des *Échos*, un budget divisé par quatre pour un public divisé par deux : devraient finalement bénéficier de ce revenu nouvelle mouture, les 200 000 jeunes de la « garantie jeunes », et les 240 000 inscrits dans le dispositif « accompagnement intensif des jeunes » (AIJ) de Pôle Emploi, avec des moyens renforcés, notamment en personnels.

...Le Maire freine

Pourquoi cette mesure « peau de chagrin », dont l'ambition rétrécit au fil des mois ? D'abord pour des raisons budgétaires. La mesure sera incluse dans un projet de budget encore très déficitaire, mais qui affiche la fin du « quoi qu'il en coûte ».

Et surtout pour des raisons politiques. La mesure a, dès le début, été sous le feu du ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui a mis en garde contre tout soupçon « d'assistanat » des plus jeunes. Avertissement entendu par Emmanuel Macron, qui veut mettre le « travail » au cœur de sa campagne électorale. Le « revenu » d'engagement devrait d'ailleurs être rebaptisé « contrat » - et il se disait mercredi soir que le président pourrait finalement s'en réserver l'annonce.

Ainsi est donc enterré le second volet du « nouveau pacte français entre les générations » promis en juillet par Emmanuel Macron. Le premier, qui était une loi pour le grand âge, avait été balayé dès début septembre.

Francis BROCHET



Le président avait promis mi-juillet « un nouveau pacte français entre les générations ». Photo Alain JOCARD/AFP



Photo ER/Alexandre MARCHI

EN BREF

RELIGION

Islamophobie : une association dissoute
L'association française « Coordination contre le racisme et l'islamophobie » a été dissoute mercredi lors du conseil des ministres. Le ministre de l'Intérieur a expliqué que cette association « appelait à la haine, à la violence et à la discrimination ». Cette structure était « à l'origine de discours de haine et de propos antisémites », a ajouté le porte-parole du gouvernement. Plusieurs procédures sont en cours pour fermer des lieux de culte et dissoudre d'autres associations.

EMPLOI

Les embauches en hausse au 3^e trimestre
Les déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) ont continué de progresser sur un rythme soutenu au troisième trimestre (+11,4 %), a indiqué l'Urssaf mercredi. Les embauches de plus d'un mois (2,44 millions de déclarations) atteignent ainsi au 3^e trimestre « un nouveau pic historique, supérieur de 12,8 % au précédent point haut enregistré au dernier trimestre 2019, juste avant le déclenchement de la crise (2,17 millions) », souligne l'Urssaf Caisse nationale.

SOCIÉTÉ

Pédocriminalité : pas d'appel à changer la loi
Jean-Marc Sauvé, le président de la Commission sur la pédocriminalité dans l'Église catholique, a affirmé mercredi que les pouvoirs publics ne pouvaient « rester sans rien faire » sur les agressions sexuelles sur mineurs, mais n'a pas appelé à modifier la législation. Le président de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église catholique (Ciase) était auditionné par la commission des lois de l'Assemblée nationale, quinze jours après la remise du rapport.

JUSTICE

Commission incestes : plus de 3 000 témoignages
Plus de 3 000 témoignages de victimes d'inceste ont été recueillis en un mois par la commission chargée d'enquêter et de formuler des recommandations sur le sujet, a déclaré à Nantes Édouard Durand, l'un de ses coprésidents. Il s'agit du premier déplacement de la commission, dont les travaux doivent durer deux ans et qui rendra un premier avis avant la fin du mois. La Ciivise a été lancée en janvier dans le sillage de la publication de *La familia grande*, de Camille Kouchner.

PRÉSIDENTIELLE 2022

Les candidats LR en débat avant le congrès
Les Républicains organiseront quatre débats télévisés entre les candidats à l'investiture du parti avant le congrès du 4 décembre au cours duquel les militants trancheront. Les débats auront lieu le 8 novembre sur LCI, RTL et *Le Figaro*, le 14 novembre sur BFMTV et RMC, le 21 novembre sur Cnews et Europe 1, et le 30 novembre, soit la veille du premier tour du congrès, sur France 2. Les candidats seront également invités au journal de 20 heures de TF1 d'ici le 4 décembre.